

L'importance des changements de politique intérieure dans les pays les moins avancés a été mise en relief tout récemment dans le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde et le rapport de la CNUCED sur le commerce et le développement. Le secrétaire général Corea a consacré tout un chapitre de son rapport aux mesures de politique nationale, et il s'y est reporté dans sa déclaration d'ouverture de la conférence. Monsieur le Président, il importe d'annoncer durant cette conférence que les gouvernements des pays les moins avancés partagent cette perception et épousent les mesures qui jetteront des assises solides en vue d'une aide efficace de la part de la communauté internationale.

Ce dernier élément, le deuxième grand volet du nouveau programme substantiel d'action, comprend un accroissement des transferts de ressources concessionnelles, une amélioration des modalités de l'aide, des mesures touchant la politique commerciale, et la coopération entre pays en développement. Le Groupe des 77 a proposé plusieurs objectifs ou sous-objectifs au regard des apports d'aide. Comme je l'ai déjà mentionné, le Canada accorde une grande importance à l'intensification de l'aide au développement destinée aux pays les moins avancés. Toutefois, les participants à cette conférence devront se méfier de l'inflexibilité que peuvent amener des techniques comme la fixation de sous-objectifs. Ces derniers peuvent fausser les efforts des donateurs bilatéraux. Au plan multilatéral, particulièrement au sein des institutions financières internationales, ces sous-objectifs peuvent être particulièrement contraignants. Ainsi, Monsieur le Président, le Fonds africain de développement a affecté environ 83 % de son capital aux pays les moins avancés, alors que la Banque interaméricaine de développement ne consacre que 5 % de ses fonds à ces mêmes pays, en l'occurrence Haïti. Nous croyons que ces deux statistiques sont justifiées à l'examen de la composition de ces deux institutions. Le Fonds africain de développement voit aux besoins de 21 des 31 pays les moins avancés; la Banque interaméricaine de développement n'est chargée que d'un de ces pays. Il serait donc insensé d'insister pour que l'un ou l'autre vise un sous-objectif de 30 pour cent de ses ressources.

Nous nous préoccupons également du fait que l'insistance sur un sous-objectif PNB/APD puisse reléguer au second plan l'objectif de 0,7 % prévu dans la Stratégie internationale du développement que nous nous sommes déjà engagés à atteindre par tous les moyens possibles d'ici à 1990.